

A R R E T E
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
VU la loi du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application ;
VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg ;
VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 modifié le 15 janvier 1999 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 établissant les programmes d'action à mettre en oeuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
VU la demande présentée par le GIE NORMA 2000 sis à PENGUILLY au lieu-dit « Le Grand Colloué » en vue de la construction d'une unité de traitement de lisier et d'un ouvrage de stockage de l'effluent d'un volume de 6 820 m³, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
VU les plans et documents annexés à cette demande ;
VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
VU les délibérations des conseils municipaux de LA MALHOURE (du 23 octobre 1998) et SAINT GLEN (du 17 novembre 1998) ;
VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt et de l'Equipeement émis respectivement les 29 janvier 1999, 1^{er} décembre 1998 et 12 mai 1999 ;
VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 14 mai 1999 ;
VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène le 13 juillet 1999 ;
VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er -

Le GIE NORMA 2000, ci-après dénommée « l'éleveur », sis à PENGUILLY au lieu-dit « Le Grand Colloué » est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZC n°105), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

- une unité de traitement des lisiers comprenant :
 - une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé « résidus organiques »)
 - un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées,
 - une séparation du lisier traité par décantation produisant deux co-produits ci-après dénommés « boues biologiques » et « effluent épuré » ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- une fosse de stockage des boues biologiques,
- une lagune de stockage de l'effluent épuré

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections des deux élevages membres, à savoir 8 527 m³ de lisier (36 071 Kg d'azote), dont 2 936 m³ de l'EARL EREAC et 5 591 m³ de l'EARL de la BOURDONNIERE.

Cette installation classée pour la protection de l'environnement est soumise à autorisation sous la rubrique n°2751 de la nomenclature sous réserve du respect des prescriptions édictées ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers :

2-1 - Les inspecteurs des installations classées dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge du GIE.

2-2 - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits.
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

2-3 - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

2-4 - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

2-5 - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement

<i>Lisier brut</i>	flux annuel maximal	flux journalier moyen	flux journalier maximal
VOLUME	8 527 m ³	23,4 m ³	28 m ³
N. Global	36 071 kg	98,8 kg	118,5 kg
M.E.S	358 365 kg	981 kg	1 171 kg

** sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an.*

2-6 - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

<i>Résidus organiques</i>	flux annuel maximal	flux journalier moyen
Volume	644,5 tonnes	1 766 kg/j
N. Global	4 964 kg	13,6 kg
M.E.S	214 985 kg	589 kg

<i>Boues biologiques</i>	flux annuel maximal	flux journalier moyen
Volume	636,9 tonnes	1 745 kg
N. Global	4 977 kg	13,6 kg
M.E.S	114 610 kg	314 kg

<i>Effluent épuré</i>	flux annuel maximal	flux journalier moyen
VOLUME	7 409 m ³	20,3 m ³
N. Global	1 111 kg	3 kg
M.E.S	6 935 kg	19 kg

2-7 – Auto-surveillance : suivi journalier

Les membres du GIE procéderont quotidiennement aux opérations suivantes :

- à la vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- au relevé du volume de lisier brut entrant ;

Les membres du GIE procéderont hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- au relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevé des compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, etc.) ;

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un **cahier d'exploitation**. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des Installations Classées.

2-8 - Autosurveillance : Bilan matière

2-8-1 - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, les membres du GIE procéderont ou feront procéder à leurs frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits.
- une analyse du lisier brut (M.E.S., NK, Pt, K2O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses).
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K2O) . L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (M.E.S., N global, Pt, K2O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage.
- une analyse de l'effluent épuré (M.E.S., N global, Pt, K2O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux Normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

2-8-2 - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : Les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de six mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces six mois.

2-8-3 - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de six mois.

2-9 - Assistance technique :

Si les membres du GIE ont recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite.

La mission d'assistance technique est à la charge des membres du GIE.

2-10 - Validation de l'auto-surveillance :

L'objectif de cette validation est de s'assurer que les procédures métrologiques (mise en oeuvre du matériel, qualité des mesures, mise en forme des données,...) sont réalisées de façon correcte. A cette fin, le service des Installations Classées et l'agence de l'eau habiliteront, sur proposition des membres du GIE, un organisme ci-après dénommé Organisme Valideur.

Deux visites de l'organisme valideur sont nécessaires durant la première année (période de « mise en charge »). Les années suivantes, une visite annuelle sera prévue.

Le planning des dates de visite sera adressé par l'organisme valideur au service des installations classées en début d'année civile.

L'organisme valideur aura accès au cahier d'exploitation et à tous les documents s'y rattachant.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- *établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter* (type d'atelier, effectif présent aux dires de l'éleveur,...) ;
- *effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance* (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...) ;
- *vérifier la « traçabilité de l'azote »* (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits,...).

A l'issue de chaque visite, l'organisme valideur adressera au service des installations classées sous un mois un rapport détaillé reprenant tous les points de validation, en particulier l'analyse des bilans matières (devenir de l'azote).

ARTICLE 3 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts:

3-1 - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 500 m³.

3-2 - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 63 m³.

3-3 - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 6 820 m³.

3-4 - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 6 820 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

3-5 - L'effluent épuré sera repris par l'EARL EREAC (7 408 m³) et sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins ;
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls) ;
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

3-6 - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, les membres du GIE devront trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

3-7 - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

ARTICLE 4 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnement de l'unité de traitement :

4-1 - L'unité de traitement sera construite et mise en service dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

4-2 - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 5 :

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 6 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

Toute dénonciation de contrat avec la société ou l'organisme chargé de la maintenance, la société ou l'organisme chargé de l'assistance technique fera l'objet d'une déclaration adressée par l'exploitant au service des installations classées dans le mois qui suit le changement.

ARTICLE 7 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PENGUILLY pendant une durée minimale d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'éleveur.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du GIE NORMA 2000 dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 9 -

"Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de PENGUILLY,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au GIE NORMA 2000 pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LA MALHOURE et SAINT GLEN pour information.

SAINT-BRIEUC, le 28 JUL 1999

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général.



Denis DOBO-SCHOENENBERG